

Campagne Présidentielle US 2004

Transcription du Premier Débat BUSH/KERRY

Publié : le 1 octobre 2004

Voici la transcription de la discussion présidentielle, qui s'est tenu la nuit dernière à Coral Gables, en Floride, entre le Président Bush et le Sénateur John Kerry, telle qu'elle a été enregistrée par le New York Times. L'animateur était Jim Lehrer du Service de Diffusion Publique..

M. Lehrer : Bonsoir, nous sommes dans la salle des congrès de l'Université de Miami à Coral Gables. Je suis Jim Lehrer "du NewsHour" de PBS [N.d.T. : *Public Broadcasting System*, chaîne de télévision indépendante et alternative] et je vous accueille pour le premier débat des présidentielles 2004 entre le Président George W. Bush, le candidat agréé Républicain et le Sénateur John Kerry, le candidat agréé Démocrate. Ce débat est sponsorisé par la Commission Présidentielle des Débats. Le débat de ce soir durera 90 minutes selon les règles détaillées négociées entre les représentants des deux candidats.

J'ai accepté de faire appliquer ces règles. Le thème du « parapluie » est celui de la politique étrangère et de la sécurité intérieure, mais c'est moi qui ai choisi les sujets spécifiques, c'est moi qui ai composé les questions, et ni les candidats, ni personne d'autre en ont été informé à l'avance.

Pour chaque question il ne peut seulement y avoir qu'une réponse de deux-minutes, une réfutation de 90 secondes et, à ma discrétion, une extension de discussion d'une minute. Une lumière verte s'allumera quand 30 secondes restent dans n'importe quelle réponse donnée, jaune à 15 secondes, rouge à 5 secondes et ensuite la lumière rouge clignotante signifie que le temps est écoulé. Il y a aussi un système d'alerte sonore si besoin est. Les candidats ne peuvent pas poser directement une question à l'autre candidat, il y aura des déclarations finales de deux-minutes, mais aucune déclaration préliminaire.

Il y a un public ici dans cette salle mais il restera absolument silencieux pendant les 90 minutes qui vont suivre, à part maintenant quand je vais accueillir le Président Bush et le Sénateur Kerry.

Bonsoir, M. le Président, bonsoir, Sénateur Kerry. Ainsi qu'il a été déterminé par un jet de pièce, la première question va chez vous, Sénateur Kerry. Vous avez deux minutes. Croyez-vous pouvoir faire un meilleur travail que le Président Bush pour prévenir une autre attaque terroriste du type 11 septembre aux États-Unis ?

M. Kerry : Oui, je le pense. Mais avant que de répondre plus avant, laissez-moi vous remercier pour l'animation de ce débat. Je veux aussi remercier l'Université de Miami qui nous accueille. Et je sais que le président me rejoindra pour souhaiter la bienvenue à ce débat à toute la Floride. Vous avez traversé les semaines les plus terribles que n'importe qui aurait pu imaginer. Nous sommes avec vous de tout cœur et nous admirons votre courage et votre persévérance.

Je peux rendre l'Amérique plus sûre que le Président Bush ne l'a fait. Et je crois que le Président Bush et moi-même aimons tous les deux notre pays tout autant, mais nous avons vraiment des convictions différentes sur la manière de rendre l'Amérique sûre. Je crois que l'Amérique est plus sûre et plus forte quand nous menons le monde et quand nous sommes à la tête d'alliances fortes. Je n'accorderai jamais le droit de veto à aucun pays sur notre sécurité, mais je sais aussi comment mener ces alliances. Ce président les a laissées voler en éclats à travers le globe et nous totalisons maintenant 90% des pertes en Irak et 90% des dépenses. Je pense que c'est mauvais, et je pense que nous pouvons faire mieux

J'ai un meilleur plan pour la sécurité de la patrie. J'ai un meilleur plan capable de mener la guerre contre le terrorisme en renforçant notre armée, en renforçant nos services de renseignements, en allant chercher du financement avec plus d'autorité, en faisant ce que nous devons faire pour reconstruire nos alliances, en aidant le monde Musulman, ce que le président n'a pratiquement pas fait, et commencer à isoler les Islamistes radicaux, afin qu'ils n'isolent pas les Etats-Unis d'Amérique.

Je sais que je peux faire un meilleur boulot en Iraq où j'ai le plan de réunir un sommet avec tous les alliés, ce que ce président n'a pas encore accompli, ce qu'il n'a pas encore été capable de faire pour amener les gens autour de la table.

Nous pouvons faire un meilleur travail pour entraîner les forces irakiennes afin qu'elles se défendent toutes seules et je sais que nous pouvons faire un meilleur travail pour y préparer les élections.

Toutes ces choses et surtout la sécurité intérieure, ce dont nous parlerons un petit peu plus tard.

M. Lehrer : [M. Bush], vous disposez de 90 secondes pour répondre à cela.

M. Bush : Je remercie aussi l'Université de Miami et je dis aux gens de cet état, qui sont bons et qui ont beaucoup souffert, que nos prières vont vers eux.

Le 11 septembre a changé la manière dont l'Amérique doit regarder le monde. Et depuis ce jour notre nation a développé une stratégie multi-fronts pour rendre notre pays plus sûr.

Nous avons poursuivi Al Qaeda là où Al Qaeda essaie de se cacher. Soixante-quinze pour-cent des chefs connus d'Al Qaeda ont été traduits en justice. Le reste d'entre eux sait que nous sommes après eux.

Nous avons soutenu la doctrine qui dit que si vous recelez un terroriste vous êtes tout aussi coupable que le terroriste - les Taliban n'étant plus au pouvoir, 10 millions de personnes se sont inscrites pour voter en Afghanistan lors de la prochaine élection présidentielle.

En l'Irak nous avons vu une menace et nous nous sommes rendus compte qu'après le 11 septembre nous devons prendre les menaces au sérieux avant qu'elles ne se concrétisent complètement. Saddam Hussein se trouve maintenant dans une cellule de prison. Grâce à cela, l'Amérique et le monde sont plus sûrs.

Nous continuons à poursuivre notre politique de démantèlement de ceux qui font proliférer les ADM. La Libye a désarmé. Le réseau d'A.Q. Khan a été traduit en justice.

Et aussi nous poursuivons une stratégie de liberté autour du monde. Parce que je comprends que les nations libres rejettent le terrorisme. Les nations libres répondront aux espoirs et aux aspirations de leurs peuples. Les nations libres nous aideront à accomplir la paix que nous voulons tous.

M. Lehrer : Une autre question, M. le Président. Vous avez deux minutes pour répondre. Croyez-vous que l'élection du Sénateur Kerry le 2 novembre augmenterait le risque pour les Etats-Unis d'être frappés par une autre attaque terroriste du type 11 septembre ?

M. Bush : Je ne crois pas que ça arrivera. Je crois que je vais gagner les élections parce que les Américains savent que je sais comment les diriger. J'ai montré aux Américains que je sais diriger. J'ai - je comprends que tous dans ce pays n'approuvent pas les décisions que j'ai prises. Et j'ai dû prendre des décisions difficiles. Mais les gens savent où je me situe. Les gens qui écoutent ici savent ce en quoi je crois. Et c'est ce qui est le mieux pour préserver la paix.

Notre nation a un devoir solennel de vaincre cette idéologie faite de haine. Et c'est ce qu'ils sont, un groupe de tueurs qui tueront non seulement ici, mais tueront des enfants en Russie. Ils attaqueront sans merci en Irak en espérant faire vaciller notre volonté. Nous avons un devoir de vaincre cet ennemi. Nous avons un devoir de protéger nos enfants et nos petit-enfants.

La meilleure façon de les vaincre est de ne jamais vaciller, d'être fort, d'utiliser tous les atouts dont nous disposons. Il faut constamment rester dans l'offensive. Et en même temps la liberté s'étend. Et c'est ce que les gens voient maintenant avec l'Afghanistan. Dix millions de citoyens se sont inscrits pour voter. C'est une statistique phénoménale. Ce qui veut dire que si on leur donne une chance d'être libres ils se manifesteront aux élections. Quarante et un pour-cent de ces 10 millions sont des femmes.

En Irak, il n'y a aucun doute sur cela, c'est très dur. C'est un travail difficile. C'est incroyablement dur. Vous savez pourquoi ? Parce qu'un ennemi réalise quels sont les enjeux. L'ennemi comprend qu'un Irak libre sera un échec important pour leur idéologie de haine. C'est la raison pour laquelle ils combattent avec une telle véhémence.

Ils sont apparus en Afghanistan car ils étaient là pour essayer de nous battre et ils n'ont pas réussi. Et ils se manifestent en Irak pour la même raison. Ils essaient de nous vaincre et si nous perdons notre volonté nous perdons. Mais si nous restons forts et résolus nous vaincrons cet ennemi.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Kerry : Ma conviction est qu'il faut être fort, résolu et déterminé. Et je pourchasserai et tuerai les terroristes où qu'ils soient. Mais nous devons aussi être futés, Jim. Et futés veut dire ne pas détourner votre attention de la guerre réelle contre le terrorisme en Afghanistan, contre Oussama Ben Laden, et la déplacer vers l'Irak, où la commission d'enquête sur le 11 septembre confirme qu'il n'y avait aucune connexion entre le 11 septembre et Saddam Hussein. Et où la raison d'entrer en guerre était les armes de destruction massives, non le renversement de Saddam Hussein.

Ce président a fait, je regrette de le dire, une erreur colossale de jugement. Et le jugement est le critère que nous recherchons dans le président des Etats-Unis d'Amérique.

Je suis fier que des personnalités militaires importantes me soutiennent dans cette course. L'ancien Président des Chefs d'état-major John Shalikashvili. Juste hier, le fils du général Eisenhower, le général John Eisenhower m'a donné son soutien. L'amiral Guillaume Crowe, le général Tony McPeak, qui a commandé les Forces aériennes pendant la guerre [N.d.T. : du Golfe] si efficacement pour son père [N.d.T. : Bush senior], tous sont persuadés que je ferais un commandant en chef bien meilleur.

Et ils le croient parce qu'ils savent que je ne m'écarterai pas du but : Oussama Ben Laden. Malheureusement, il s'est enfui dans les montagnes de Tora Bora. Nous l'avons encerclé. Mais nous n'avons pas utilisé les forces américaines, les mieux entraînées du monde, pour aller le tuer. Le président a compté sur les chefs militaires afghans auxquels il avait confié cette tâche. Cela fut une erreur.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, une nouvelle question, vous disposez de deux minutes. Quelles erreurs de jugement colossales, selon vous, le Président Bush a-t-il commises sur cette question ?

Mr. Kerry : Eh bien, où voulez-vous que je commence ? Avant tout, il a commis l'erreur de dire à l'Amérique qu'il allait constituer une véritable alliance, qu'il épuiserait les remèdes des Nations Unies et passerait par les inspections. En fait, dès le début il ne voulait même pas le faire. Et ce n'est que quand l'ancien Secrétaire d'Etat Jim Baker et le général Scowcroft et d'autres ont insisté publiquement et ont dit, vous devez aller à l'ONU, que le président a finalement changé d'avis - sa campagne a un nom pour cela - et il est allé devant les Nations-Unies. Une fois que nous y étions, nous aurions pu poursuivre ces inspections. Saddam Hussein était piégé.

Il a aussi promis à l'Amérique qu'il ferait la guerre en dernier ressort. Ces mots veulent dire quelque chose pour moi, qui suis un ancien combattant : dernier recours. Vous devez être capable de regarder dans les yeux des familles et dire à ces parents, "j'ai essayé de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour éviter la perte de votre fils ou de votre fille." Je ne crois pas que les États-Unis l'aient fait. Et nous avons écarté nos alliés. Et aujourd'hui nous totalisons 90 pour-cent des pertes et 90 pour-cent des dépenses - 200 milliards de dollars, 200 milliards de dollars qui pourraient avoir été utilisés pour la santé publique, pour les écoles, pour la construction, pour les médicaments d'ordonnance pour les personnes âgées.

Et cet argent est parti en Irak. Et l'Irak n'est même pas le centre du foyer de la guerre contre le terrorisme. Le centre est Afghan où, à propos, il y a eu plus d'américains tués l'année dernière que l'année précédente, où la production d'opium représente 75 pour-cent de la production d'opium mondiale, où 40 à 60 % de l'économie de l'Afghanistan est basée sur l'opium, où les élections ont été reportées trois fois. Le président a déplacé les troupes de là-bas, il y a 10 fois plus de soldats en Irak qu'en Afghanistan, où se trouve Oussama Ben Laden. Cela signifie-t-il que Saddam Hussein était 10 fois plus important qu'Oussama Ben - que, excusez-moi - Saddam Hussein était plus important qu'Oussama Ben Laden ? Je ne le pense pas.

M. Lehrer : M. le Président, vous avez 90 secondes pour votre réponse.

M. Bush : Mon adversaire a eu connaissance des mêmes sources de renseignements que moi et a déclaré en 2002 que Saddam Hussein était une menace sérieuse. Il a aussi dit en décembre 2003 que quiconque doute que le monde serait plus sûr sans Saddam Hussein ne fait pas

preuve d'un bon jugement pour être président. Je l'approuve. Le monde est plus tranquille sans Saddam Hussein.

J'espérais que la diplomatie marcherait. Je comprends les conséquences sérieuses d'avoir placé nos troupes en situation offensive. C'est la décision la plus difficile qu'un président a à prendre. Donc je suis allé aux Nations Unies. Je n'ai eu besoin de personne pour me dire d'aller aux Nations Unies. J'ai décidé d'y aller moi-même. Et j'y suis allé en espérant qu'une bonne fois pour toutes le monde libre agirait de concert pour amener Saddam Hussein à écouter nos demandes. Ils ont passé une résolution qui a dit révélez, désarmez ou faites face aux conséquences sérieuses.

Je crois que lorsque qu'un organisme international s'exprime, il dit ce qu'il pense. Mais Saddam Hussein n'avait aucune intention de désarmer. Pourquoi aurait-il dû ? Il avait 16 autres résolutions et rien ne s'est passé. Il se trouve que mon adversaire parle des inspecteurs. La vérité, c'est qu'il trompait systématiquement les inspecteurs. Cela ne pouvait pas marcher. C'est une sorte de mentalité pré-10 septembre, l'espoir que d'une manière ou d'une autre les résolutions et les inspections ratées feraient de ce monde un endroit plus pacifique. Il espérait que nous nous détournerions. Mais il y en a d'autres, heureusement, à côté de moi qui ont cru que nous devions prendre des mesures; c'est ce que nous avons fait. Le monde est plus sûr sans Saddam Hussein.

M. Lehrer : Une nouvelle question, M. le Président. Vous avez deux minutes. En ce qui concerne ce que de Sénateur Kerry a dit, la comparaison qu'il a faite entre les priorités de pourchasser Oussama Ben Laden et pourchasser Saddam Hussein ?

M. Bush : Jim, nous avons la capacité de faire les deux. En fait, c'est un effort global. Nous faisons face à un groupe de gens qui ont une telle haine dans leur cœur qu'ils frapperont n'importe où, avec n'importe quels moyens. Et c'est pour cela qu'il est essentiel que nous ayons de fortes alliances et c'est le cas. C'est pour cela qu'il est essentiel que nous nous assurions que nous ne donnons pas d'armes de destruction massive à des gens comme Al Qaeda, et c'est ce que nous faisons.

Mais dire qu'il y a seulement un foyer dans la guerre contre le terrorisme, c'est ne pas comprendre vraiment la nature de la guerre contre le terrorisme. Certainement, nous pourchassons Saddam Hussein - je veux dire Ben Laden. Il est isolé. Soixante-quinze pour-cent de ses hommes ont été traduits en justice. Le tueur, le cerveau des attaques du 11 septembre, Khalid Shaikh Mohammed, est en prison. Nous progressons.

Mais le front de cette guerre est plus qu'un seul endroit. Les Philippines. Nous devons aider, nous les aidons là à traduire, traduire des filiales d'Al Qaeda en justice, là-bas.

Et certainement l'Irak est une partie centrale de la guerre contre le terrorisme. C'est pour cela que Zarqawi et ses hommes essaient de lutter contre nous. Leur espoir est que nous nous lassions et que nous partions. Le plus grand désastre qui pourrait arriver consiste à ce que nous ne réussissions pas en Irak. Nous réussirons. Nous avons un plan pour cela. Et la raison principale qui fait que nous réussirons est que les Irakiens veulent être libres.

J'ai eu l'honneur de rendre visite au Premier ministre Allaoui. Il est un chef fort, courageux. Il croit en la liberté du peuple iraquien. Cependant, il ne veut pas que les dirigeants américains envoient des signaux ambigus, de ne pas soutenir le peuple iraquien. Il croit, comme

moi, que les Irakiens seraient prêts à lutter pour leur propre liberté. Ils ont juste besoin d'aide pour les entraîner. Il y aura des élections en janvier. Nous dépensons de l'argent pour la reconstruction. Et notre alliance est forte. C'est le plan pour la victoire. Et quand l'Irak sera libre l'Amérique sera plus sûre.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, vous avez 90 secondes.

M. Kerry : Le président vient de parler de l'Irak comme un point central de la guerre contre le terrorisme. L'Irak n'était même pas près du centre de la guerre contre le terrorisme avant que le président ne l'ait envahi. Le président a fait le jugement de détourner des forces du général Tommy Franks de l'Afghanistan, avant même que le Congrès ne l'approuve, pour commencer à se préparer à entrer en guerre contre l'Irak.

Et il s'est hâté pour faire la guerre en Irak sans un plan pour gagner la paix. Là, ce n'est pas le jugement que le président des États-Unis doit faire. Vous n'envoyez pas l'Amérique en guerre sans avoir un plan pour gagner la paix. Vous n'envoyez pas de troupes à la guerre sans les protections dont elles ont besoin.

J'ai rencontré des gamins en Ohio, des parents dans le Wisconsin, des endroits, l'Iowa, où ils vont sur Internet pour acheter les meilleurs gilets pare-balles afin de les envoyer à leurs enfants. Certains d'entre eux les ont reçus comme cadeau d'anniversaire. Je crois que cela n'est pas bien. Les chars Humvees, 10.000 des 12.000 Humvees qui sont là-bas ne sont pas blindés. Et vous rendez visite, aujourd'hui, dans les hôpitaux, à certains de ces gamins qui ont été estropiés parce qu'ils ne disposent pas de cet armement.

Seulement, ce président, je ne sais pas s'il se rend compte de ce qui se passe vraiment là-bas. Mais ça s'aggrave de jour en jour. Plus de soldats ont été tués en juin qu'auparavant. Plus en juillet qu'en juin. Plus en août qu'en juillet. Plus en septembre qu'en août.

Et maintenant il y a des décapitations. Et nous avons des armes de destruction massive qui traversent la frontière tous les jours. Et ils font sauter des gens. Et nous n'avons pas assez de troupes là-bas.

M. Bush : Puis-je répondre ?

M. Lehrer : Faisons une de ces extensions d'une minute. Vous avez 30 secondes.

M. Bush : Merci monsieur. Avant tout, ce que mon adversaire essaie de vous faire oublier est qu'il a voté pour l'autorisation de l'emploi de la force. Et il dit maintenant que cette guerre est une erreur et a lieu au mauvais endroit et au mauvais moment.

Je ne vois pas comment vous pouvez conduire ce pays à réussir en Irak si vous dites mauvaise guerre, mauvais endroit, mauvais moment. Quel message parvient-il à nos troupes ? Quels messages parviennent-ils à nos alliés ? Quel message parvient-il aux Irakiens ?

Non, la façon de gagner cette guerre est d'être dévoué et résolu et la mener à terme selon le plan que je viens d'exposer.

M. Lehrer : Trente secondes, Sénateur.

M. Kerry : Oui, nous devons être dévoués et résolus. Et je le suis. Et je réussirai pour ces soldats maintenant que nous sommes en Irak. Nous devons réussir. Nous ne pouvons pas quitter l'Irak en échouant. Mais cela ne signifie pas que ce n'était pas une faute de jugement d'aller là-bas et de se désintéresser d'Oussama Ben Laden. C'en était une. Maintenant, nous pouvons gagner. Mais je n'en crois pas ce président capable. Je crois que nous avons besoin d'un président qui a suffisamment de crédibilité pour ramener les alliés autour de la table et de faire ce qui est nécessaire pour que l'Amérique ne s'en occupe pas toute seule.

M. Lehrer : Nous reviendrons sur l'Irak dans un instant. Mais je veux revenir là où j'ai commencé à propos de la sécurité intérieure. C'est une nouvelle question de deux-minutes, Sénateur Kerry. En tant que président, que feriez-vous spécifiquement de plus ou différemment que le Président Bush pour accroître la sécurité intérieure des Etats-Unis ?

M. Kerry : Jim, laissez-moi vous dire exactement ce que je ferai. Et il y a une longue liste de choses. Avant tout, quelle sorte de message ambigu envoie-t-il quand vous avez \$500 millions allant à l'Irak pour mettre des agents de police dans les rues Irakiennes et que le président fait des coupes sombres dans le programme de la police en Amérique ? Quel sorte de message envoie-t-il lorsqu'il envoie de l'argent pour ouvrir des casernes de pompiers en Irak mais que nous fermons des casernes de pompiers, qui sont les premiers au front, ici en Amérique ? Le président n'a pas mis un rond - pas un rond - dans la nécessité de réparer certains de nos tunnels, de ponts et de réseaux de métro les plus exposés. C'est pour cela qu'ils ont dû fermer complètement le métro à New York quand la convention Républicaine s'y est tenue. Nous n'avons pas fait le travail qui doit être fait.

Ce président - 95 pour-cent des containers qui entrent les ports, ici, en Floride, ne sont pas inspectés. Des civils arrivent par avion avec leurs bagages qui sont passés aux rayons-X, mais le fret n'est pas passé aux rayons-X. Cela vous fait-il vous sentir plus sûr en Amérique ?

Ce président a cru qu'il était plus important, en Amérique, d'offrir une réduction d'impôts aux gens les plus riches plutôt que d'investir dans la sécurité de la patrie. Ce ne sont pas mes valeurs. Je crois d'abord qu'il faut protéger l'Amérique. Et bien avant que le Président Bush et moi recevions une réduction d'impôt – et c'est nous qui en bénéficierons – bien longtemps avant cela, je vais investir dans la sécurité intérieure et je vais m'assurer que nous ne faisons pas de coupes dans les programmes de la police en Amérique et que nous sommes complètement pourvus en personnel dans nos casernes de pompiers et que nous protégeons les usines nucléaires et chimiques.

Ce président a aussi, malheureusement, cédé à l'industrie chimique, qui n'a pas voulu faire certaines des choses indispensables pour sécuriser l'exposition de nos usines chimiques. Et il y a un énorme travail qui n'a pas été fait pour protéger les matériaux nucléaires qui se promènent dans le monde et qui peuvent tomber entre les mains des terroristes. C'est un autre sujet très important.

Mais je vois que je dispose d'encore un peu de temps. Laissez-moi juste dire rapidement, sur ce sujet, que ce président n'a pas protégé les matériaux nucléaires qui se baladent dans l'Union soviétique, l'ex Union soviétique, depuis 13 ans. Moi, je vais le faire en quatre ans. Et nous allons les mettre hors de portée des terroristes.

M. Lehrer : M. le Président, vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Bush : Je ne crois pas que nous voulons en arriver à savoir comment il va payer pour toutes ces promesses. Cela ressemble à un énorme trou fiscal et - en tout cas, c'est pour un autre débat.

Mon gouvernement a triplé le montant affecté à la sécurité intérieure à \$30 milliards par an. Mon gouvernement a travaillé avec le Congrès pour créer le Département de Sécurité Intérieure afin de mieux coordonner nos frontières et nos ports. Nous avons 1.000 frontières et ports supplémentaires. Nous avons 1.000 Patrouilles de Frontière supplémentaires sur la frontière sud, plus de 1.000 sur la frontière Nord. Nous modernisons nos frontières. Nous avons dépensé \$3,1 milliards pour les pompiers et la police - \$3,1 milliards.

Maintenant, nous faisons notre devoir de fournir le financement, mais la meilleure façon de protéger cette patrie est de rester sur l'offensive. Vous savez, nous devons être précis 100 pour-cent du temps alors que l'ennemi a seulement besoin d'être précis une fois pour nous faire mal. Il y a beaucoup de gens bons qui travaillent dur. Et à propos, nous avons aussi changé la culture du F.B.I. pour faire du contre-terrorisme sa priorité N°1. Nous communiquons mieux. Nous allons réformer nos services de renseignements pour nous assurer que nous avons les meilleurs services secrets possibles. Le « Patriot Act » est indispensable - il est indispensable que le Congrès renouvelle le « Patriot Act », qui permet d'appliquer la loi pour désorganiser les cellules terroristes.

Mais de nouveau, je le répète à mes compatriotes, la meilleure façon de vous protéger est de rester sur l'offensive.

M. Lehrer : Oui, vous avez 30 secondes.

M. Kerry : Le président a juste dit que le F.B.I. a changé sa culture. Nous lisons en ce moment à la une des journaux américains qu'il y aurait plus de cent mille heures de bandes non écoutées. Sur une de ces bandes, peut être que l'ennemi aura raison la prochaine fois.

Et l'interrogation n'est pas de savoir si vous dépensez plus d'argent. L'interrogation est de savoir si vous faites tout votre possible pour la sécurité de l'Amérique. Nous n'avons pas besoin de cette réduction d'impôts. L'Amérique avait besoin d'être sûre.

M. Bush : Bien sûr que nous faisons tout ce que nous pouvons pour protéger l'Amérique. Je me réveille chaque jour en réfléchissant au moyen de mieux protéger l'Amérique. C'est mon boulot. Je travaille avec le Directeur Mueller du F.B.I. Il entre dans mon bureau chaque matin quand je suis à Washington et parle de la manière de nous protéger. Il y a beaucoup de gens qui sont vraiment bons qui travaillent durement pour cela. C'est un travail difficile.

Mais de nouveau, je veux dire aux Américains : Nous faisons tout ce que nous pouvons à l'intérieur du pays, mais vous avez intérêt à avoir un président qui retrouve ces terroristes et les traduit en justice avant qu'ils nous fassent mal une nouvelle fois.

M. Lehrer : Une nouvelle question, M. le Président. Deux minutes. Selon quels critères déterminerez-vous que nous pourrions commencer à faire revenir les troupes américaines d'Irak ?

M. Bush : Euh, laissez-moi vous dire d'abord que la meilleure façon pour l'Irak d'être sûr et sécurisé est que les citoyens irakiens soient entraînés pour assurer ce travail. Et c'est ce que

nous faisons. Nous avons maintenant cent mille personnes qui sont entraînées, nous en aurons 125,000 à la fin de cette année, plus de 200,000 à la fin de cette année. C'est la meilleure voie.

Nous ne réussissons jamais en Irak si les citoyens irakiens ne veulent pas prendre les choses en mains pour se protéger. Je crois qu'ils le veulent. Le Premier ministre Allaoui croit qu'ils le veulent.

Et ainsi la meilleure indication pour savoir quand nous pourrions faire rentrer nos troupes, ce que je veux vraiment faire - mais je ne veux pas le faire juste pour qu'elles rentrent à la maison, je veux le faire quand nous aurons atteint notre objectif - de voir les Irakiens s'en sortir, c'est voir les Irakiens se relever et prendre leurs responsabilités.

Et ainsi la réponse à votre question est quand nos généraux sur le terrain ainsi que l'Ambassadeur Negroponte me diront que l'Irak est prêt à se défendre contre ces terroristes, que les élections auront été tenues d'ici là, qu'il y a la stabilité et qu'ils sont sur la voie vers, vous savez, une nation de, qui est libre. Voilà quand.

Et j'espère que ce sera le plus tôt possible. Mais je sais que fixer des dates limites artificielles ne marchera pas. Mon adversaire a dit une fois, eh bien, faites-moi élire, je les sortirai de là dans les six mois. Ce qui veut dire que vous ne pouvez pas faire cela et vous attendre à gagner la guerre contre le terrorisme.

Le message que j'envoie à nos troupes est merci pour ce que vous faites. Nous sommes avec vous très fort. Nous vous donnerons tout l'équipement dont vous avez besoin. Et nous vous ferons revenir à la maison aussitôt que la mission aura été accomplie.

Parce que c'est une mission vitale. Un Irak libre sera un allié dans la guerre contre le terrorisme. Et c'est essentiel. Un Irak libre sera un exemple puissant pour cette partie du monde qui est désespérée pour sa liberté. Un Irak libre aidera à protéger l'Israël. Un Irak libre renforcera les espoirs et les aspirations des réformateurs dans des endroits comme l'Iran. Un Irak libre est essentiel pour la sécurité de ce pays.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes, Sénateur Kerry.

M. Kerry: Merci, Jim. Mon message aux troupes est aussi de les remercier pour ce qu'elles font. Mais c'est aussi leur dire que l'aide est en route. Je crois que ces troupes méritent mieux que ce qu'elles reçoivent aujourd'hui.

Vous savez, c'est intéressant, quand j'étais dans une file d'attente l'autre jour ici en venant ici du Wisconsin, deux ou trois jeunes démobilisés étaient dans la file, un était dans l'active, et l'autre dans la Garde nationale. Et tous les deux m'ont regardé et ont dit, "Nous avons besoin de vous. Vous devez nous aider là-bas."

Maintenant, je crois qu'il y a une meilleure façon de le faire. Vous savez que le père de ce président n'est pas allé jusqu'à Bagdad, qu'il n'est pas entré en Irak au-delà de Bassora. Et la raison pour laquelle il ne l'a pas fait a-t-il dit, il l'a écrit dans son livre, est parce qu'il n'y avait aucune stratégie de sortie valable. Et il a dit que nos troupes seraient des occupants sur un terrain particulièrement hostile. C'est exactement où nous nous trouvons aujourd'hui. Il y a un sentiment d'occupation américaine.

Le seul bâtiment qui a été gardé quand les troupes sont entrées dans Bagdad était le ministère du Pétrole. Nous n'avons pas gardé l'équipement nucléaire. Nous n'avons pas gardé le ministère des Affaires étrangères où vous pourriez avoir trouvé des renseignements sur les armes de destruction massive. Nous n'avons pas gardé les frontières.

Presque à chaque pas sur le terrain nos troupes ont été délaissées dans ces missions extraordinairement difficiles. Je sais à quoi cela ressemble de partir en mission comme cela lorsque vous ne savez pas ce qui se passe alentour. Et je crois que nos troupes ont besoin d'autres aides alliées. Je vais tenir ce sommet. J'apporterai de la crédibilité renouvelée, un nouveau départ. Et nous ferons le boulot comme il faut.

M. Bush: Jim.

M. Lehrer : Oui, monsieur, allez-y.

M. Bush : Je crois que ça vaut la peine de poursuivre, si vous ne vous opposez pas.

M. Kerry : Changeons les règles, nous pouvons avoir un...

M. Lehrer : Nous pouvons faire ici, un 30 secondes chacun.

M. Bush: D'accord. Mon adversaire dit que l'aide est en route, mais quelle sorte de mauvais message envoie-t-il à nos troupes? Mauvaise guerre, mauvais endroit, mauvais moment. Ce n'est pas le message qu'un commandant en chef doit délivrer. Ou c'est une grande diversion.

Aussi, l'aide est en route, mais il est certainement dur de le dire quand il a voté contre les \$87 milliards supplémentaires pour fournir l'équipement à nos troupes. Et ensuite il a voté en fait pour après avoir voté contre. Ce n'est pas ce qu'un commandant en chef fait quand vous essayez de diriger des troupes.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, 30 secondes.

M. Kerry : Et bien, vous savez quand j'ai parlé des \$87 milliards j'ai commis une faute dans la manière dont j'ai parlé de la guerre. Mais le président a commis une faute dans le fait d'envahir l'Irak. Qu'est-ce qui est pire ?

Je crois que quand vous savez que quelque chose tourne mal vous faites en sorte que ça aille bien. C'est ce que j'ai appris au Vietnam. Quand je suis revenu de cette guerre j'ai compris qu'elle était mauvaise. Certaines personnes n'aiment pas le fait que j'ai me sois levé pour dire non. Mais je l'ai fait. Et c'est que j'ai fait lors de ce vote. Et je vais conduire ces troupes à la victoire.

M. Lehrer : D'accord, une nouvelle question, deux minutes, Sénateur Kerry. En parlant du Vietnam, vous avez dit au Congrès en 1971 après votre retour du Vietnam et vous avez dit, "Comment pouvez-vous demander à un homme d'être le dernier homme à mourir pour une erreur ?" Les Américains meurent-ils maintenant en Irak à cause d'une erreur ?

Mr. Kerry Non, et ils n'ont pas à le faire, sous réserve d'avoir le commandement approprié – que je propose. J'ai la conviction que nous devons gagner cette partie. Le président et moi avons toujours été d'accord sur ce point. Et dès le début j'ai vraiment voté dans ce sens parce que j'ai cru que Saddam Hussein était une menace et j'ai vraiment accepté cette source de renseignements.

Mais j'ai aussi posé une série très stricte de conditions que nous devions remplir pour procéder à partir d'une position de force. Et le président, en fait, les a promises. Il est allé à Cincinnati et il a donné un discours dans lequel il a dit, "Nous planifierons soigneusement. Nous procéderons prudemment. Nous ne ferons pas en sorte que la guerre soit inévitable. Nous irons avec nos alliés."

Il n'a en fait tenu aucune de ces promesses. Ils n'ont pas fait de planification. Ils ont laissé le plan élaboré par le Département d'Etat [N.d.T. : les Affaires Etrangères] dans les tiroirs du Département d'Etat. Ils ont même évité l'avis de leur propre général, le général Shinseki, le chef d'état-major des Armées a dit, « vous allez avoir besoin de plusieurs centaines de milliers de soldats ». Au lieu de l'écouter, ils l'ont mis à la retraite

L'expert en terrorisme, qui a travaillé pour tous les présidents depuis Ronald Reagan, a dit qu'envahir l'Irak en réponse au 11 septembre c'est comme si Franklin Roosevelt avait envahi le Mexique en réponse à Pearl Harbor. C'est ce que nous avons ici.

Et ce dont nous avons besoin maintenant est d'un président qui comprend comment faire pour réunir ces autres pays pour qu'ils y reconnaissent leurs propres intérêts. Ils y ont vraiment des intérêts. Ils y avaient toujours des intérêts. Les pays arabes ont un intérêt dans le fait de ne pas avoir de guerre civile. Les pays européens ont un enjeu dans le fait de ne pas avoir le désordre total à leur porte.

Mais ce président n'a pas même tenu cette sorte de sommet digne d'un homme d'Etat qui rassemble les gens et les incite à investir pour ces enjeux. En fait, il a fait l'opposé. Il les a exclus.

Quand le secrétaire général, Kofi Annan, a proposé l'intervention des Nations Unies, il a dit, "non, non, nous ferons cela tous seuls." Pour permettre à Halliburton de récupérer le butin de la guerre, ils ont réellement établi un mémorandum du Département de la Défense disant, si vous n'êtes pas avec nous dans cette guerre, ne vous donnez pas la peine de demander de participer à la reconstruction. Ce n'est pas une façon d'inviter les gens.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes.

M. Bush : C'est complètement absurde. Certainement l'O.N.U. a été invité à participer. Et nous soutenons, là, les efforts de l'O.N.U. Ils se sont retiré après que Sergio de Mello a été tué. Mais ils reviennent maintenant pour aider aux élections.

Mon adversaire dit que nous n'avons pas d'alliés dans cette guerre ? Que dit-il à Tony Blair ? Que dit-il à Alexander Kwasniewski de la Pologne. Je veux dire vous ne pouvez pas vous attendre construire des alliances, quand vous dénigrez les contributions de ceux qui servent côte à côte avec les troupes américaines en Irak.

De plus, il dit que la pierre angulaire de son plan pour réussir en Irak est de demander aux nations de participer. Alors quel sera le message ? Rejoignez-nous s'il vous plaît en Irak pour une grande diversion ? Rejoignez-nous pour une guerre qui est une mauvaise guerre au mauvais endroit au mauvais moment. Je sais comment ces gens pensent. J'ai affaire à eux tout le temps. Je m'assois avec les chefs mondiaux fréquemment et je leur parle souvent au téléphone. Ils ne vont pas suivre quelqu'un qui dit que c'est une mauvaise guerre au mauvais endroit au mauvais moment. Ils ne vont pas suivre quelqu'un dont les convictions de base changent continuellement en fonction de la politique en Amérique.

Et finalement, il dit que nous devons avoir un sommet où il y a des sommets qui seront tenus. Le Japon va avoir un sommet pour les donateurs. Il y a \$14 milliards qui ont été promis et le Premier ministre Koizumi va appeler des pays pour essayer de les faire contribuer. Et il va y avoir un sommet arabe des pays voisins et Colin Powell a aidé - a aidé à monter ce sommet.

M. Lehrer : Trente secondes, Sénateur.

M. Kerry : Les Nations Unies, Kofi Annan a offert de l'aide après la chute Bagdad et nous ne les avons jamais suivies sur cela et fait ce qui était nécessaire : transférer l'autorité et transférer la reconstruction. C'était toujours la course américaine.

Deuxièmement, quand nous y sommes allés, il y avait trois pays : la Grande-Bretagne, l'Australie et les États-Unis. Ce n'est pas une grosse coalition. Nous pouvons faire mieux.

M. Lehrer : Trente secondes, M. le Président.

M. Bush : Et bien, vous avez réellement oublié la Pologne. Et maintenant il y a 30 nations impliquées – qui se tiennent côte à côte avec nos troupes américaines. Et j'honore leurs sacrifices. Et je n'apprécie pas quand un candidat à la présidence dénigre les contributions de ces braves, braves soldats. C'est - vous ne pouvez pas mener le monde si vous n'honorez pas les contributions de ceux qui sont avec nous. Il les a appelés les obligés et les corrompus. Ce n'est pas comme cela que vous réunirez les gens.

Notre coalition est forte, et elle restera forte aussi longtemps que je serais président.

M. Lehrer : Une nouvelle question, M. le Président. Deux minutes. Vous avez dit qu' "un mauvais calcul" avait été fait sur les conditions de l'Irak d'après-guerre. Quel était ce mauvais calcul ? Et comment est-ce arrivé ?

M. Bush : Non, ce que j'ai dit c'est que parce que nous avons remporté une victoire si rapide qu'un plus grand nombre de loyalistes soutenant Saddam étaient alentour. En d'autres termes, nous avons cru que nous nous serions débarrassés d'un plus grand nombre en arrivant.

Mais parce que Tommy Franks a fait un si bon travail dans la planification des opérations, nous avons bougé rapidement. Et beaucoup de loyalistes de Saddam et des Baasistes ont baissé les bras et ont disparu. J'ai cru que nous allions, qu'ils allaient rester et se battre. Mais ils ne l'ont pas fait. Et maintenant nous nous battons contre eux en ce moment.

C'est – et c'est un travail difficile. Je comprends combien c'est difficile. Je reçois les rapports concernant les victimes chaque jour. Je vois sur les écrans de TV combien c'est difficile. Mais c'est un travail nécessaire.

Et je suis optimiste. Regardez, je crois que vous pouvez être réalistes et optimistes en même temps. Je suis optimiste dans le fait que nous réussirons. Je sais que nous ne réussirons pas si nous envoyons des signaux ambigus. Je sais que nous ne parviendrons pas à atteindre notre objectif si nous envoyons des signaux ambigus à nos troupes, à nos amis, aux citoyens irakiens.

Nous avons mis un plan en place. Le plan dit qu'il y aura des élections en janvier, et c'est ce qui se passera. Le plan dit que nous entraînerons des soldats irakiens afin qu'ils puissent faire le travail difficile, et c'est ce que nous faisons.

Et ce n'est pas seulement les Américains, mais l'OTAN aide maintenant, la Jordanie aide la police à s'entraîner, Les Emirats Arabes Unis aident la police à s'entraîner.

Nous avons alloué 7 milliards de dollars au cours des mois suivants pour les efforts de reconstruction. Et, là, nous progressons.

Et notre alliance est forte. Je viens de vous dire qu'il va y avoir un sommet des nations arabes. Le Japon accueillera un sommet.

Nous progressons. C'est un travail difficile. C'est un travail difficile pour aller d'une tyrannie vers une démocratie. C'est un travail difficile pour aller d'un endroit où les gens se font couper leurs mains ou exécuter vers un endroit où les gens sont libres. Mais c'est le travail qu'il faut faire. Et un Irak libre rend ce monde plus sûr.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes, Sénateur Kerry.

M. Kerry : Ce que je pense qui trouble beaucoup de gens dans notre pays est que le président vient juste de décrire une sorte d'erreur. Mais ce qu'il a dit est que même en sachant qu'il n'y avait aucune arme de destruction massive, en sachant même qu'il n'y avait aucune menace imminente, en sachant même qu'il n'y avait aucune connexion avec Al Qaeda, il aurait quand même été dans cette direction. Ce sont ses mots.

Maintenant ce n'est pas ce que j'aurai fait. Donc ce que j'essaie de faire est juste de dire la vérité au peuple américain et au monde. La vérité est sur quoi est fondée une bonne politique.

Le président dit que je dénigre ces troupes. Je n'éprouve rien d'autre que du respect pour les Britanniques et pour Tony Blair et pour ce qu'ils ont été disposés à faire. Mais vous ne pouvez pas me dire que le plus gros des troupes que tous les autres pays ont sur le terrain est la Grande-Bretagne avec 8.300 hommes. Et au-dessous de cela les quatre autres pays ont moins de 4.000 hommes. Et au-dessous de cela il n'y a personne avec plus d'une centaine d'homme. Donc nous n'avons pas une vraie coalition pour faire ce travail.

Vous ne pouvez pas me dire que le jour où nous sommes entrés dans cette guerre et que ça a commencé ce n'était pas principalement les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et un ou deux autres pays. C'est tout.

Et aujourd'hui nous enregistrons 90 pour-cent des tués et 90 pour-cent des dépenses. Et pendant ce temps là Corée du Nord a obtenu des armes nucléaires. Parlons donc de messages ambigus. Le président est celui qui a dit que nous ne pouvons pas permettre aux pays d'avoir des armes nucléaires. Ils en ont. Je changerai cela.

M. Lehrer : Une nouvelle question, Sénateur Kerry, deux minutes. Vous avez accusé à plusieurs reprises le Président Bush, pas ici ce soir mais ailleurs auparavant, de ne pas dire la vérité sur l'Irak, essentiellement de mentir aux Américains à propos de l'Irak. Donnez-nous quelques exemples de ce que vous considérez représenter ses mensonges.

M. Kerry : Et bien, je n'ai absolument jamais utilisé un mot aussi dur comme vous venez de le faire et je n'essayerai pas – mais toutefois, je vous dirai quand même que je crois qu'il n'a pas été franc avec les Américains. Et je vous dirai exactement comment. Avant tout, nous savons tous que dans son discours sur l'état de l'Union il a parlé au Congrès des matières nucléaires qui pourtant n'existaient pas. Nous savons qu'il a promis que l'Amérique allait former cette coalition. Je viens de décrire la coalition. Ce n'est pas cette sorte de coalition que l'on nous avait décrite quand nous discutons de ce projet de vote.

Le président a dit qu'il épuiserait les remèdes des Nations Unies et passerait par l'intégralité de ce processus. Il ne l'a pas fait. Il l'a interrompu, d'une manière arbitraire. Et nous savons qu'il y avait encore des tentatives diplomatiques en cours. Ils ont simplement décidé que le temps pour la diplomatie était fini et se sont précipités pour faire la guerre sans faire de plan pour la suite des événements.

Maintenant il a trompé les Américains dans son discours quand il a dit que nous planifierons soigneusement. Ils ne l'ont évidemment pas fait.

Il a trompé les Américains quand il a dit que nous irions à la guerre en dernier ressort. Nous n'y sommes pas allés en dernier ressort. Et la plupart des Américains savent faire la différence.

Maintenant cela nous a coûté très cher dans le monde. Je crois qu'il est important de dire la vérité aux Américains. J'ai travaillé avec ces chefs d'état dont le président parle. J'ai travaillé avec eux pendant 20 ans, pendant plus longtemps que ce président. Et je sais ce que beaucoup d'entre eux disent aujourd'hui et je sais comment les ramener autour de la table.

Et je crois qu'un nouveau départ, une nouvelle crédibilité, un président capable de comprendre ce que nous devons faire pour tendre la main au monde Musulman afin de rendre bien clair que ce n'est pas – vous savez, Oussama Ben Laden utilise l'invasion de l'Irak pour atteindre les gens et dire que l'Amérique a déclaré la guerre à l'Islam.

Nous devons être plus intelligents sur la manière dont nous faisons la guerre au terrorisme. Nous devons les empêcher de recruter. Nous devons leur refuser des refuges sûrs. Nous devons reconstruire nos alliances. Je crois que Ronald Reagan, John Kennedy et d'autres l'ont fait plus efficacement. Et je vais essayer de suivre leurs pas.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes, M. le Président.

M. Bush : Mon adversaire vient de dire quelque chose de stupéfiant. Il a dit qu'Oussama Ben Laden utilise l'invasion de l'Irak comme un prétexte pour étendre la haine sur l'Amérique. Oussama Ben Laden ne va pas déterminer comment nous nous défendons. Ce n'est pas à Oussama Ben Laden de décider. Ce sont les Américains qui décident. C'est moi qui ai décidé. La bonne action était d'aller en Irak. Mon adversaire appelle cela une faute. Ce n'était pas une faute. Il a dit que je me suis trompé sur l'Irak. Je ne crois pas qu'il se trompait quand il a dit que l'Irak était une menace grave, en automne 2002. Je ne pense pas qu'il se trompait

quand il a dit qu'il était juste de désarmer l'Irak au printemps 2003. Je ne crois pas qu'il vous a trompés quand il a dit que, vous savez, si – quelqu'un qui a douté si le monde se porterait mieux sans Saddam Hussein au pouvoir ne faisait pas preuve d'un bon jugement pour être président. Je ne crois pas qu'il se trompait.

Je pense que ce qui trompe est de dire que vous pouvez mener et réussir en Irak si vous changez continuellement d'avis sur cette guerre, et c'est ce qu'il fait. Au fur et à mesure que la politique change, son avis change. Et ce n'est pas de cette manière qu'un commandant en chef doit agir.

Je – laissez-moi finir. Les renseignements que j'ai eu était les mêmes renseignements dont mon adversaire a disposé. Ce sont les mêmes renseignements. Et quand je me tenu là et que j'ai parlé au Congrès, je parlais des mêmes renseignements que ceux dont il disposait pour prendre sa décision de soutenir l'autorisation de la force.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix, 30 secondes. Nous ferons une réplique de 30 seconde ici.

M. Kerry : Je ne me trompais pas quand j'ai dit qu'il était une menace. Je ne me trompais pas non plus le jour où le président a décidé d'entrer en guerre et que j'ai dit qu'il faisait une erreur en ne construisant pas des alliances solides et que j'aurai préféré qu'il poursuive encore la diplomatie.

J'ai eu une position, une position constante : ce Saddam Hussein était une menace, il y avait une façon correcte de le désarmer et une manière incorrecte. Et le président a choisi la mauvaise voie.

M. Lehrer : Trente secondes, M. le Président.

M. Bush : La seule chose constante dans la position de mon adversaire est qu'il a été inconstant. Il change d'avis. Et vous ne pouvez pas changer d'avis dans cette guerre contre le terrorisme si vous comptez gagner. Et je compte gagner. Il est nécessaire que nous gagnions.

Nous sommes défiés comme jamais nous l'avons été auparavant et nous avons un devoir pour notre pays et pour les générations futures de l'Amérique de rendre l'Irak libre, l'Afghanistan libre et de débarrasser le monde des armes de destruction massive.

M. Lehrer : Une nouvelle question, M. le Président. Deux minutes. La guerre en Irak valait-elle le prix des vies américaines : 1.052 à ce jour ?

M. Bush : Chaque vie est précieuse. Toute vie est importante. Vous connaissez ma plus dure, la partie la plus dure du travail qui est d'envoyer les troupes à l'offensive et puis de faire du mieux que je peux pour apporter du réconfort aux bien-aimés qui ont perdu un fils, une fille, un mari ou une femme.

Et, vous savez, je pense à Missy Johnson, cette jeune femme fantastique que j'ai rencontrée à Charlotte, en Caroline du Nord, elle et son fils, Brian. Ils sont venus me voir. Son mari, P.J., a été tué – il était en Afghanistan, puis est allé en Irak. Vous savez, c'est un dur travail que d'essayer de l'aimer aussi fort que je peux sachant fort bien que la décision j'ai prise a causé la perte de son bien-aimé.

Je lui ai dit, après que nous ayons prié et pleuré et ri aussi, que je pensais que le sacrifice de son mari était noble et valait la peine. Parce que je comprends les enjeux de cette guerre contre le terrorisme. Je comprends que nous devons trouver Al Qaeda où qu'ils se cachent, que nous devons faire face aux menaces avant qu'elles ne se concrétisent complètement, et que Saddam Hussein était une menace et que nous devons étendre la liberté parce qu'à la longue la façon de vaincre la haine et la tyrannie et l'oppression est d'étendre la liberté.

Missy l'a compris. C'est ce qu'elle m'a dit que son mari avait compris. Donc vous dites est-ce que ça en valait la peine ? Cela n'en valait pas la peine – cela en vaut la peine – chaque vie est précieuse. C'est ce qui nous distingue de l'ennemi. Tout le monde est important.

Mais je crois que cela en vaut la peine, Jim. Je crois que ça en vaut la peine parce que je pense, je sais qu'à long terme un Irak libre, un Afghanistan libre seront un exemple si puissant dans une partie du monde qui est désespérée pour la liberté. Cela aidera à changer le monde. Que nous puissions nous retourner et dire que nous avons fait notre devoir.

M. Lehrer : Sénateur, 90 secondes.

M. Kerry : Je comprends ce que le président veut dire parce que je sais ce que cela veut dire de perdre des gens au combat. Et la question, « Cela en valait-il la peine ? », me rappelle l'interrogation que je me suis faite quand je suis rentré de cette guerre. Et cela me rappelle qu'il est indispensable pour nous de ne pas confondre la guerre sans fin avec les guerriers. C'est arrivé auparavant.

Et c'est une des raisons pourquoi je crois que je peux remplir cette tâche. Parce que je suis déterminé pour ces soldats et pour ces familles, pour ces gamins qui ont mis leurs vies sur la ligne de front. C'est noble. C'est la chose la plus noble que n'importe qui peut faire. Et je veux m'assurer que le résultat honore cette noblesse.

Maintenant nous devons faire un choix ici. J'ai établi un plan par lequel je crois que nous pouvons réussir en Irak : avec un sommet, en faisant mieux l'entraînement et plus rapidement, en coupant - en faisant ce que nous devons faire en rapport avec l'O.N.U et les élections. Il y a seulement 25 pour-cent des gens là-bas. Ils ne peuvent pas tenir une élection en ce moment. Le président n'est pas en train d'accomplir cette tâche.

Ainsi le choix pour l'Amérique est que vous pouvez disposer d'un plan que j'ai dressé en quatre points, dont je peux vous en dire plus sur chacun ou vous pouvez aller voir sur johnkerry.com pour en savoir plus ; ou vous avez le plan du président, qui tient en cinq mots : plus ou moins la même chose. Je crois que mon plan est meilleur. Et mon plan a une meilleure chance de soutenir ces troupes et de les aider à se battre. Je ne laisserai jamais tomber ces troupes. Et nous rechercherons et tuerons les terroristes où qu'ils soient.

M. Lehrer : D'accord, monsieur, allez-y, 30 secondes.

M. Bush : Ouais, je comprends ce que cela veut dire que d'être le commandant en chef. Et si je devais jamais dire que cette guerre est mauvaise, au mauvais moment et mauvais endroit, les soldats se demanderaient comment pourrais-je suivre ce gars ? Vous ne pouvez pas mener la guerre contre le terrorisme si vous gardez des positions changeantes sur la guerre et sur le terrorisme. Et dire des choses de ce style, et bien c'est juste une grande diversion. Ce n'est pas

une grande diversion. Il est essentiel que nous fassions les choses comme il faut. Et ainsi je, je, le plan dont il parle ne fonctionnera pas tout simplement.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, vous avez 30 secondes. Et ensuite, une nouvelle question.

M. Kerry : Le Secrétaire d'Etat, Colin Powell, a rappelé la règle de la "Poterie" à ce président, si vous la cassez vous devez la réparer. Maintenant, si vous l'avez cassée, vous avez commis une erreur. C'était la mauvaise chose à faire. Mais c'est de votre faute. Et après il vous faut la réparer et en faire quelque chose. Maintenant c'est ce que nous devons faire. Il n'y a aucune incohérence.

Les Soldats là-bas savent que cela n'a pas encore été fait proprement. Je vais le dire franchement à ces soldats parce que c'est important pour Israël, c'est important pour l'Amérique, c'est important pour le monde. C'est important pour la lutte contre le terrorisme. Mais j'ai un plan pour y arriver. Lui pas.

M. Lehrer : A propos de votre plan, une nouvelle question, Sénateur Kerry, deux minutes. Pouvez-vous nous donner des exemples précis quant à un scénario, un calendrier, etc., pour mettre fin à la principale implication militaire américaine en Irak ?

M. Kerry : Le calendrier que j'ai décrit, et aussi, je veux corriger le président parce qu'il s'est à nouveau trompé ce soir sur ce que j'ai dit. Je n'ai pas dit que je retirerai les troupes dans les six mois. J'ai dit que si nous faisons les choses que j'ai proposées et que nous réussissons nous pourrions commencer à retirer les troupes dans six mois.

Et je crois qu'une composante décisive pour réussir en Irak est d'être capable de convaincre les Irakiens et le monde arabe que les États-Unis n'y ont pas de desseins à long terme. Comme je le comprends nous sommes en train de construire quelques 14 bases militaires là-bas. Et certaines personnes disent qu'ils ont un concept assez permanent pour eux.

Quand vous gardez le ministère du Pétrole mais que vous ne gardez pas l'équipement nucléaire, le message envoyé à beaucoup de gens est peut-être : eh bien, peut-être qu'ils s'intéressent à notre pétrole.

Maintenant le problème est qu'ils n'ont pas réfléchi à ces choses correctement. Et voici les choses auxquelles vous devez bien réfléchir. Ce que je veux faire est de changer la dynamique sur le terrain. Et vous devez le faire en commençant par ne pas reculer de Fallujah et d'autres endroits et ainsi en envoyant un mauvais message aux terroristes. Vous devez fermer les frontières. Vous devez montrer que vous êtes sérieux à cet égard. Mais il vous faut aussi montrer que vous êtes prêts à impliquer le reste du monde et à partager les enjeux.

Je ferai une déclaration simple. Les Etats-Unis d'Amérique n'ont aucun dessein à long terme de rester en Irak. Et notre but dans mon gouvernement sera de faire revenir tous les soldats en laissant seulement la quantité minimale qui est nécessaire pour l'entraînement et la logistique comme nous faisons dans les autres pays dans le monde après une guerre afin d'être capables de soutenir la paix.

Et c'est comme cela que nous allons gagner la paix. En faisant en sorte que les Irakiens s'entraînent eux-mêmes rapidement. Même ce gouvernement a reconnu qu'ils ne se sont pas occupé de l'entraînement. Parce qu'ils sont revenus au Congrès il y a quelques semaines et

ont demandé une re-programmation complète de l'argent. Maintenant quel plus grand aveu avons-nous là, après 16 mois, oh là là !, nous n'avons pas fait le travail. Nous devons commencer à dépenser l'argent maintenant. Allez-vous, les gars, nous donner la permission de le transférer vers l'entraînement ?

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes.

M. Bush : Il y a 100.000 soldats qui sont entraînés : des policiers, des gardes, des unités spéciales, des patrouilles de frontières. Il va y en avoir 125.000 qui seront entraînés d'ici la fin de cette année. Vraiment, nous faisons le travail. C'est un travail difficile. Chacun sait que c'est un travail difficile parce qu'il y a un ennemi déterminé qui essaie de nous vaincre.

Maintenant, mon adversaire a dit qu'il va essayer de changer la dynamique sur le terrain. Eh bien, le Premier ministre Allaoui était ici, il est le chef de ce pays. C'est un homme brave, brave. Et quand il est venu, après avoir fait un discours devant le Congrès, mon adversaire a mis en doute sa crédibilité. Vous ne pouvez pas changer la dynamique sur le terrain si vous avez critiqué le brave chef de l'Irak. Une des personnes qui s'occupent de sa campagne a dénoncé que le Premier ministre Allaoui ressemble à une marionnette. Ce n'est pas une façon de traiter quelqu'un qui est courageux et brave, qui essaie de faire avancer son pays.

La façon de nous assurer que nous réussirons est d'envoyer des messages solides et cohérents aux Irakiens, que lorsque nous donnons notre parole, nous tiendront parole. Que nous vous soutenons. Que nous croyons que vous voulez être libres. Et c'est ce que je fais. Je crois que les 25 millions de personnes, la vaste majorité, attendent les élections avec impatience. Je rejette cette manière de voir. Et je ne suggère pas que mon adversaire le dit, mais je rejette l'idée selon laquelle certains disent que si vous êtes Musulmans, vous ne pouvez pas être libres, vous ne méritez pas la liberté. Je suis en désaccord, suis fortement en désaccord avec cela.

M. Lehrer : Trente secondes.

M. Kerry : Je ne saurai être plus d'accord pour dire que les Irakiens veulent être libres et qu'ils pourraient être libres. Mais je crois que le président, une nouvelle fois, n'a pas encore montré comment il va faire pour aller dans la bonne direction. C'est toujours plus ou moins la même chose.

Maintenant, le Premier ministre Allaoui est venu ici et il a dit que les terroristes traversent en nombre la frontière. C'est l'affirmation d'Allaoui. L'évaluation des services de renseignements nationaux qui a été donnée au président en juillet a dit : le meilleur scénario est plus ou moins la même chose que ce que nous voyons aujourd'hui; le pire scénario est la guerre civile.

Je peux faire mieux.

M. Bush : Ouais, laissez-moi ...

M. Lehrer : Oui, 30 secondes.

M. Bush : La raison pour laquelle le Premier ministre Allaoui a dit qu'ils traversent la frontière est qu'il reconnaît que c'est une partie centrale de la guerre contre le terrorisme. Ils luttent contre nous parce qu'ils luttent contre la liberté. Ils comprennent qu'un Afghanistan

libre ou un Irak libre constitueront un échec important pour eux. Et c'est là que se trouvent les enjeux. Et c'est pour cela qu'il est essentiel que nous ne partions pas. C'est pour cela qu'il est essentiel nous tenions bon. C'est pour cela qu'il est indispensable que nous gagnions. Et c'est ce qui arrivera sous mon commandement. Nous allons gagner cette guerre en Irak.

Mr. Lehrer : M. le Président, une nouvelle question, deux minutes. L'expérience de l'Irak rend-elle plus ou moins probable que vous entraîniez les Etats-Unis dans une autre action militaire préventive ?

M. Bush : J'espérerais ne jamais avoir à le faire. Comprenez combien, c'est dur d'engager des soldats dans la guerre. Je n'ai jamais voulu engager les troupes. Je n'ai jamais - quand j'étais président - quand nous avions ce débat en 2000, je n'ai jamais rêvé que je le ferais, mais l'ennemi nous a attaqués, Jim et j'ai un devoir solennel de protéger les Américains, faire tout ce que je peux pour nous protéger.

Je crois qu'en parlant clairement et en faisant ce que nous disons et en n'envoyant pas des messages ambigus, il est moins probable que ayons à utiliser des troupes. Mais un président doit toujours être disposé à utiliser des troupes, en dernier ressort. J'espérais que la diplomatie marcherait en Irak. Elle se désintérait. Il n'y avait aucun doute dans mon esprit que Saddam Hussein espérait que le monde fermerait les yeux. Et s'il avait été au pouvoir – entre autre – nous avons juste dit, laissons les inspecteurs faire leur travail, ou – vous savez, espérons parler avec lui en détail, peut-être que la 18^{ème} Résolution pourrait marcher, il aurait été plus fort et plus résistant et le monde aurait été dans une situation bien pire. Il n'y a tout simplement aucun doute dans mon esprit. Nous nous en serions repentis un jour – si Saddam Hussein était resté au pouvoir.

Donc nous utilisons la diplomatie à chaque fois que nous le pouvons, croyez-moi. Et j'espère ne jamais devoir recourir à la force. Mais en parlant clairement et en envoyant des messages qui disent ce que nous pensons, nous avons affecté le monde d'une façon positive. Regardez la Libye. La Libye était une menace. Maintenant, la Libye démantèle ses programmes d'armement paisiblement. La Libye a compris que l'Amérique et d'autres appliqueront cette doctrine. Et le monde va mieux grâce à cela.

Ainsi, pour répondre à votre question, j'espérerais que nous n'ayons jamais besoin de le faire. Je pense qu'en agissant fermement et d'une manière décidée il sera – il est moins probable – il est moins probable que nous ayons recours à la force.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, 90 secondes.

M. Kerry : Jim, le président vient de dire, extraordinairement révélateur et, franchement, très important dans ce débat. Dans la réponse à votre question sur l'Irak et d'avoir envoyé des gens en Irak il vient de dire que l'ennemi nous a attaqués. Saddam Hussein ne nous a pas attaqués. Oussama Ben Laden nous a attaqués. Al Qaeda nous a attaqués. Et quand nous avons acculé Oussama Ben Laden dans les montagnes de Tora Bora, et avec lui, 1.000 de ses cohortes dans ces montagnes, avec les forces militaires américaines à proximité et sur le terrain, nous n'avons pas utilisé les troupes les mieux entraînées du monde pour aller tuer le criminel et terroriste No. 1 du monde. Ils ont confié ce travail aux chefs de guerre afghans qui seulement une semaine auparavant, étaient de l'autre côté à lutter contre nous, et dont aucun d'eux ne se fiait ni aux uns, ni aux autres. C'est cet ennemi qui nous a attaqués, c'est cet ennemi a qui on a

permis de s'enfuir dans ces montagnes. C'est cet ennemi qui se trouve maintenant dans 60 pays avec des recrues plus nombreuses.

Il a aussi dit que Saddam Hussein aurait été plus fort. C'est tout simplement incorrect dans les faits. Les deux tiers du pays étaient une zone interdite de survol au moment où nous avons commencé cette guerre. Nous avons des sanctions à notre disposition. Nous avons des inspecteurs de l'O.N.U. à notre disposition. Saddam Hussein s'affaiblissait constamment. Si le président avait eu la patience de passer par un autre round de résolution, de s'asseoir avec ces chefs d'état, de dire, « De quoi avez-vous besoin ? De quoi avez-vous besoin maintenant ? Que faut-il encore pour que vous veniez nous rejoindre ? » Nous serions aujourd'hui en meilleure position.

M. Bush : D'abord, écoutez ...

M. Lehrer : Trente secondes.

M. Bush : Bien sûr que je sais que c'est Oussama Ben Laden qui nous a attaqués. Je le sais. Et deuxièmement, croire qu'un autre round de résolutions aurait fait désarmer Saddam Hussein, l'aurait fait avouer, est ridicule, selon mon jugement. Cela montre seulement une différence significative d'opinion. Nous avons essayé la diplomatie, nous avons fait tout ce qui était possible. Il espérait qu'on ferme les yeux et, oui, il aurait été plus fort si nous avions traité avec lui. Il avait la capacité de fabriquer des armes et il aurait fabriqué des armes.

M. Lehrer : Trente secondes, Sénateur.

M. Kerry : Trente-cinq à 40 pays dans le monde avaient une plus grande capacité que Saddam Hussein de fabriquer des armes au moment où le président a envahi [l'Irak]. Et pendant qu'il a détourné 9 des 10 divisions actives de notre armée, allant en Irak, en revenant d'Irak ou sur le point d'y aller, la Corée du Nord a mis au point des armes nucléaires et le monde est plus dangereux. L'Iran se tourne vers les armes nucléaires. Et le monde est plus dangereux. Il y a un génocide au Darfour. Le monde est plus dangereux. J'aurais fait un meilleur choix.

M. Lehrer : Une nouvelle question, deux minutes, Sénateur Kerry. Quelle est votre position sur l'ensemble du concept de guerre pré-emptive ?

M. Kerry : Le président a toujours le droit et a toujours eu le droit de recourir aux attaques préventives. C'était une grande doctrine pendant la guerre froide. Et c'était toujours une des choses sur lesquelles nous nous sommes disputés en ce qui concerne le contrôle des armements. Aucun président à travers toute l'histoire américaine n'a jamais cédé, moi non plus je n'abandonnerai pas le droit de recourir aux attaques préventives de quelque sorte que ce soit si c'est nécessaire pour protéger les Etats-Unis d'Amérique.

Mais si et quand vous le faites, Jim, vous devez le faire d'une manière qui résiste à toute évaluation. Qui passe l'évaluation globale où vos compatriotes, votre peuple, comprennent complètement pourquoi vous faites ce que vous faites. Et vous pouvez prouver au monde que vous l'avez fait pour des raisons légitimes.

Ici nous avons notre propre secrétaire d'Etat qui a dû s'excuser devant le monde entier pour la présentation qu'il a faite aux Nations Unies. Je veux dire que nous pouvons nous souvenir quand le Président Kennedy lors de la crise sur les missiles cubains a envoyé son secrétaire

d'Etat à Paris pour rencontrer de Gaulle. Et au milieu de la discussion pour leur parler des missiles à Cuba il a dit, là, laissez-moi vous montrer les photos. Et de Gaulle lui a fait un signe de la main et a dit, non, non, non. La parole du président des États-Unis me suffit. Combien de chefs aujourd'hui dans le monde nous répondraient ainsi après ce que nous avons fait à cette occasion ?

Ainsi, ce qui est à l'épreuve ici, c'est la crédibilité des Etats-Unis d'Amérique et la façon dont nous menons le monde. Et l'Iran et la Corée du Nord sont maintenant plus dangereux. Maintenant si la préemption est finalement ce qui doit arriver ou pas, je ne sais pas encore. Mais je vous dirai que comme président je n'écarterai jamais cette possibilité.

Tout le temps où j'ai été au Congrès, j'ai lutté pour la prolifération - l'anti-prolifération. Et nous avons vu ce président se détourner réellement de certains des traités qu'il y avait sur la table. Vous ne vous facilitez pas la tâche avec les autres nations lorsque vous vous détournez du traitement du réchauffement de la planète, par exemple. Ou quand vous refusez de négocier longuement avec les Nations Unies. Vous devez gagner ce respect. Et je crois que nous avons beaucoup à faire pour regagner ce respect

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes.

M. Bush : Permettez-moi – je ne suis pas exactement sûr de ce que vous voulez dire : passer l'évaluation globale. Vous prenez des mesures préventives si vous passez une évaluation globale ? Mon attitude est que vous prenez des mesures préventives pour protéger les Américains. Que vous agissez afin de rendre ce pays sûr.

Mon adversaire dit de moi que je n'ai pas signé certains traités. Laissez-moi vous dire une chose que je n'ai pas signée et je crois que cela montre notre différence d'opinion, la différence d'opinions. Et c'est que je ne rejoindrais pas la Cour Criminelle Internationale. C'est un corps basé à la Haye où des juges et des procureurs qui n'ont de compte à rendre à personne, pourraient traduire nos soldats, nos diplomates en justice. Et je n'y adhérerai pas. Et je comprends que dans certaines capitales de, autour du monde que cela n'a pas été une mesure populaire. Mais c'est une bonne mesure que de ne pas rejoindre une cour étrangère qui pourrait, où nos gens pourraient être poursuivis. Mon adversaire est pour rejoindre la Cour Criminelle internationale.

Je pense simplement être en quelque sorte populaire dans le sens global, si ce n'est pas dans notre meilleur intérêt, cela n'a aucun sens. Je m'intéresse à travailler avec d'autres nations et à en faire beaucoup. Mais je ne vais pas prendre des décisions que je pense être mauvaises pour l'Amérique.

M. Lehrer : Une nouvelle question, M. le Président. Croyez-vous que la diplomatie et les sanctions peuvent résoudre les problèmes nucléaires avec la Corée du Nord et l'Iran, prenez-les dans l'ordre que vous voudrez ?

M. Bush : D'abord, la Corée du Nord. Laissez-moi dire que je l'espère vraiment. Avant de prêter serment pour la politique de ce gouvernement il y avait eu des négociations bilatérales avec la Corée du Nord. Et un accord avec la Corée du Nord avait été signé et mon gouvernement a découvert qu'il n'était pas honoré par les Nord-Coréens.

Et donc j'ai décidé qu'une meilleure façon d'aborder le problème était d'impliquer d'autres nations, juste en plus de nous. Et à Crawford, au Texas, Jiang Zemin et moi sommes convenus que la, qu'une péninsule de Corée du Nord sans armes nucléaires était dans son intérêt et notre intérêt et l'intérêt du monde. Et donc nous avons entamé un nouveau dialogue avec la Corée du Nord, un dialogue qui ne comprenait pas seulement les Etats-Unis mais maintenant la Chine. Et la Chine a une grande influence sur la Corée du Nord. A certains égards, plus que nous.

En même temps, nous avons inclus la Corée du Sud, le Japon et la Russie. Alors maintenant il y a cinq voix qui s'adressent à Kim Jong Il, pas seulement une. Et donc, si Kim Jong Il décide une nouvelle fois de ne pas honorer un accord, il ne commettra pas seulement une injustice vis à vis de l'Amérique, mais aussi vis à vis de la Chine.

Et je crois que cela va marcher. Cela ne marchera pas si nous entamons le dialogue avec Kim Jong Il. C'est ce qu'il veut. Il veut se défaire des discussions entre six parties ou de la coalition de cinq nations qui lui envoient un message clair.

Sur l'Iran, j'espère que nous pouvons faire la même chose : continuer de travailler avec le monde pour persuader les mollahs iraniens d'abandonner leurs ambitions nucléaires. Nous avons travaillé de très près avec les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui ont été ceux qui ont délivré le message suivant aux Mollahs que si vous vous voulez faire partie du monde des nations, vous devez vous débarrasser de vos programmes nucléaires. L'A.I.E.A. est impliquée. Il y a un protocole spécial qui a récemment été passé et qui permet des inspections immédiates. J'espère que nous pouvons le faire. Et nous avons une bonne stratégie.

M. Lehrer : Sénateur Kerry, 90 secondes.

M. Kerry : En ce qui concerne l'Iran, les Britanniques, les Français et les Allemands étaient ceux qui ont pris cette initiative, sans les États-Unis, et c'est regrettable, afin de commencer à essayer d'inverser les capacités nucléaires de l'Iran. Je crois que nous pourrions avoir fait mieux. Je crois que les États-Unis devraient avoir offert l'opportunité de leur fournir le combustible nucléaire, de les mettre à l'épreuve, de voir si vraiment ils en cherchaient réellement pour des buts pacifiques. S'ils n'étaient pas disposés à passer un accord, alors nous aurions mettre au point des sanctions. Le président n'a fait rien.

En ce qui concerne la Corée du Nord, voici la véritable histoire : Nous avions, en Corée du Nord, des inspecteurs ainsi que des caméras de télévision dans le réacteur nucléaire. Le secrétaire Bill Perry l'avait négocié sous le Président Clinton. Et nous savions où les barres de combustible se trouvaient. Et nous connaissions les limites de leur puissance nucléaire. Colin Powell, notre secrétaire d'Etat, a annoncé un jour que nous allions poursuivre le dialogue et le travail avec les Nord-Coréens. Le président l'a contredit, publiquement, alors que le président de la Corée du Sud était ici. Et le président de la Corée du Sud est retourné en Corée du Sud déconcerté et gêné parce cela allait contre sa politique. Et depuis deux ans, ce gouvernement n'a pas parlé du tout à la Corée du Nord. Alors que le dialogue était rompu, les barres de combustible ont disparu, les inspecteurs ont été évincés, les caméras ont été mises dehors et aujourd'hui, il y a de quatre à sept armes nucléaires entre les mains de la Corée du Nord.

Cela est arrivé pendant cette présidence. Maintenant, c'est, je pense, une des plus graves sortes de contradictions ou de messages ambigus qu'il est possible d'envoyer.

M. Lehrer : Je veux être sûr ...

M. Bush : Je ...

M. Lehrer : Oui monsieur, nous - mais dans une minute, je veux m'assurer que nous comprenons bien – que les gens qui nous regardent ici comprennent bien les différences entre vous deux sur ce sujet. Vous voulez continuer les discussions multinationales. Correct ?

M. Bush : Exact.

M. Lehrer : Et vous voulez - vous êtes disposés à le faire.

M. Kerry : Tous les deux. Je veux des discussions bilatérales qui mettent tous les sujets à plat, de l'armistice de 1952, les questions économiques, les questions sur les droits de l'homme, les questions sur l'élimination de l'artillerie, les questions sur les zones démilitarisées et les questions nucléaires, sur la table.

M. Lehrer : Et vous y êtes opposés, monsieur. N'est-ce pas ?

Mr. Bush : La minute où nous aurons des discussions bilatérales, les discussions entre les six parties cesseront. C'est exactement ce veut Kim Jong Il. Et à ce propos, l'accord qui a été rompu ne concernait pas le plutonium. C'était à propos d'uranium hautement enrichi. C'est ce que nous l'avons attrapé en train de faire. C'est là où il rompait l'accord.

Deuxièmement, il a dit – mon adversaire a dit qu'il travaillerait pour mettre des sanctions sur l'Iran. Nous avons déjà sanctionné l'Iran. Nous ne pouvons pas le sanctionner plus. Il y a des sanctions en cours contre l'Iran.

Et finalement, nous étions une partie qui essayait de convaincre – de travailler avec l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne pour qu'ils envoient leurs ministres des Affaires étrangères en Iran.

M. Lehrer : Une nouvelle question, deux minutes. Sénateur Kerry, vous mentionnez le Darfour, la région Darfour du Soudan, 50.000 personnes sont déjà mortes dans cette région, plus d'un million sont sans foyer. Cela a été classé comme un acte de génocide en cours, pourtant aucun d'entre vous ou un autre en connexion avec vos campagnes électorales ou votre gouvernement que je puisse trouver a discuté de la possibilité d'envoyer des troupes. Pourquoi non ?

M. Kerry : Eh bien, je vous dirai exactement pourquoi, mais je veux d'abord dire quelque chose au sujet des sanctions contre l'Iran. Les États-Unis appliquent seuls les sanctions. Et c'est exactement ce dont je parle. Pour que les sanctions soient efficaces, nous aurions dû avoir travaillé avec les Britanniques, les Français et les Allemands et d'autres pays. Et c'est la différence entre le président et moi. Et là, de nouveau, il répond à côté, en quelques sortes, à la question.

Maintenant, en ce qui concerne le Darfour, oui, c'est un génocide. Et il y a plusieurs mois, beaucoup d'entre nous faisaient pression pour obtenir une action. Je pense que la raison pour laquelle nous ne disons pas d'envoyer des troupes américaines pour l'instant est multiple. En premier, nous pouvons le faire à travers l'Union africaine, à condition que nous leur apportions l'appui logistique. En ce moment tout ce que le président fournit est un soutien humanitaire. Nous devons faire plus que cela. Ils doivent avoir la capacité logistique pour entrer [au Darfour] et arrêter les meurtres. Et cela va demander plus que ce qui est sur la table aujourd'hui.

Je crois aussi que c'est – une des raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas le faire est que nous sommes sur-déployés. Demandez aujourd'hui aux gens qui sont dans les forces armées. Nous avons des gardes dans les casernes qui font le double du travail. Nous avons une conscription « par derrière » dans l'Amérique d'aujourd'hui. Des gens avec des programmes "stop-loss" [N.d.T. : des réservistes qui s'attendaient à rentrer au pays dans les prochaines semaines ont fait l'objet de mesures exceptionnelles, dites *stop loss*, qui les obligent à rester en fonctions jusqu'au moment où ils pourront être remplacés par de nouveaux arrivants] où on leur dit qu'il ne peuvent pas quitter l'armée. Neuf de nos 10 divisions d'active sont engagées en Irak, d'une manière ou d'une autre, qu'elles soient en route, sur le terrain ou en préparation pour partir. Donc, c'est la façon dont ce président a sur-déployé les Etats-Unis.

C'est pour cela que dans mon plan, j'ajoute deux divisions d'active à l'Armée Américaine, pas pour l'Irak, mais pour nos besoins généraux à travers le globe. J'ai aussi l'intention de doubler le nombre de forces spéciales pour que nous puissions faire le boulot que nous devons faire en ce qui concerne la lutte contre les terroristes autour du monde. Et si nous le faisons, alors nous aurons les moyens d'être capables de réagir plus rapidement.

Mais je vous dirai ceci : comme président, s'il y a besoin de forces américaines à un certain degré pour s'unir avec l'Union africaine, je serais disposé à le faire parce que nous ne pouvons jamais permettre un autre Rwanda. C'est de notre responsabilité morale dans le monde.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes.

M. Bush : Je retourne à l'Iran juste pour une seconde. Ce n'était pas mon gouvernement qui a appliqué des sanctions sur l'Iran. Cela a eu lieu longtemps avant que je n'arrive à Washington, D.C.

En ce qui concerne le Darfour, je conviens qu'il s'agit d'un génocide. Et Colin Powell l'a présenté ainsi. Nous avons engagé pour \$200 millions d'aide. Nous sommes le principal donateur dans le monde qui aide ceux qui souffrent là-bas.

Nous nous engagerons plus au cours du temps pour les aider. Nous nous sommes très impliqués à l'O.N.U. sur la politique de sanctions contre le gouvernement Bashir au Soudan. Auparavant, l'Ambassadeur au Darfour Jack Danforth avait négocié un accord nord-sud que nous espérons aurait apporté la paix au Soudan.

J'approuve mon adversaire sur le fait que nous ne devrions pas y engager des troupes. Que nous devrions travailler avec l'Union africaine. C'est précisément ce que nous avons fait au Liberia. Nous avons aidé à stabiliser la situation avec quelques soldats. Et lorsque l'Union africaine est arrivée nous les avons évacués.

Mon espoir est que l'Union africaine bouge rapidement pour aider à sauver des vies. Heureusement, la saison des pluies se terminera bientôt, ce qui rendra plus facile d'apporter de l'aide là-bas et d'aider les gens qui y souffrent depuis longtemps.

M. Lehrer : Une nouvelle question, Président Bush. Il y a clairement, ainsi que nous l'avons entendu, des différences de politique importantes entre vous deux. Y a-t-il aussi des questions sous-jacentes de personnalité, selon vous, que vous pensez être suffisamment graves pour refuser au Sénateur Kerry le travail de commandant en chef des Etats-Unis ?

M. Bush : Hein! C'est une question chargée. Avant tout, j'admire le service que le Sénateur Kerry a rendu à notre pays. J'admire le fait qu'il est un bon papa. J'apprécie le fait que ses filles ont été si gentilles avec mes filles dans ce qui a été une expérience assez dure pour des jeunes filles voyant leurs papas faisant campagne.

J'admire le fait qu'il ait servi pendant 20 ans au Sénat. Bien que je ne sois pas si sûr que j'admire ses résultats.

Je ne retiendrai pas contre lui qu'il soit allé à Yale. Rien de mal avec cela.

Mes inquiétudes en ce qui concerne le sénateur sont qu'au cours de cette campagne j'ai écouté très soigneusement ce qu'il a dit. Et il change de positions sur la guerre en Irak. Les changements de positions sur quelque chose d'aussi important que vous pensez au plus profond de vous-même, au cœur de votre cœur, que c'est une juste cause en Irak.

Vous ne pouvez pas diriger si vous envoyez des messages ambigus. Les messages ambigus envoient des signaux erronés à nos troupes. Les messages ambigus envoient un message erroné à nos alliés. Les messages ambigus envoient des messages erronés aux citoyens irakiens. Et c'est ce qui m'inquiète le plus chez mon adversaire.

J'admire ses états de service. Mais je suis, je sais tout simplement comment ce monde fonctionne. Et qu'en ce qui concerne les intentions du gouvernement il doit y avoir la certitude du président américain. Bien sûr, nous changeons de tactique quand c'est nécessaire mais nous ne changeons jamais nos convictions, les convictions stratégiques qui sont nécessaires pour protéger ce pays et le monde.

M. Lehrer : Vous avez 90 secondes pour répondre, Sénateur.

M. Kerry : Eh bien, avant tout, j'apprécie énormément les commentaires que le président viens de faire sur ma personne et je les partage avec lui. Je pense seulement que si vous avez – si vous faites ceci, et il l'a fait plus que moi du point de vue de la présidence, pouvez-vous commencer à ressentir ce que cela signifie pour vos familles ? Et c'est dur. Et donc j'admets – ses filles, je les ai observées, j'ai gloussé quelques fois à certains de leurs commentaires. Et –

M. Bush : Vous avez essayé de leur tenir la bride.

Mr. Kerry : Eh bien, je sais – j'ai appris à ne pas le faire. Et j'ai un grand respect et beaucoup d'admiration pour sa femme. Je crois qu'elle est une personne formidable –

M. Bush : Merci.

M. Kerry : - et une grande première dame. Mais il y a des différences entre nous. Je ne vais pas parler d'une différence de caractère. Je ne crois pas que ce soit mes affaires ou mon boulot d'en parler. Mais laissez-moi vous parler de quelque chose que le président vient juste de dire pour conclure. Peut-être peut-on appeler cela un trait de caractère, peut-être pas. Mais cette question au sujet de la certitude : C'est une chose d'être certain, mais vous pouvez être certain et vous tromper. C'en est une autre que d'être certain et d'avoir raison ou d'être certain et bouger dans la bonne direction ou être certain à propos d'un principe et apprendre ensuite de nouveaux faits et prendre ces nouveaux faits en considération et vous en servir pour changer et revoir votre politique pour l'engager dans la bonne direction.

Ce qui m'inquiète avec le président, c'est qu'il n'admet pas ce qui se passe sur le terrain. Il n'admet pas les réalités de la Corée du Nord, il n'admet pas la vérité de la science en ce qui concerne la recherche sur les cellules souches ou sur le réchauffement de la planète et d'autres sujets. Et la certitude peut quelquefois vous créer des problèmes.

M. Lehrer : Trente secondes.

M. Bush : Eh bien, je pense – écoutez je suis complètement d'accord que, heu, qu'il faudrait changer de tactique et nous allons le faire. En Irak nos commandants ont toute la flexibilité requise pour faire ce qui est nécessaire pour réussir. Mais ce que je ne ferai pas est de changer mes valeurs de base à cause de la politique ou à cause de pressions. Et c'est, ah, c'est une des choses que j'ai apprises à la Maison Blanche : il y a une énorme pression sur le président et vous ne pouvez pas céder sous cette pression autrement le monde ne s'en trouvera pas meilleur.

M. Lehrer : Trente secondes.

M. Kerry : Je n'ai aucune intention de flancher. Je n'ai jamais flanché dans ma vie. Et je n'ai jamais vacillé dans ma vie. Je sais exactement ce que nous devons faire en Irak et ma position a été cohérente. Saddam Hussein est une menace. Il devait être désarmé. Nous devions aller à l'O.N.U. Le président avait besoin de l'autorisation pour recourir à la force afin de lui permettre d'arriver à un résultat car il ne l'a jamais fait sans menacer d'utiliser la force. Mais nous n'avions pas besoin de nous hâter vers la guerre sans avoir un plan pour gagner la paix.

M. Lehrer : Une nouvelle question. Deux minutes, Sénateur Kerry. Si vous êtes élu président, quelle réflexion apporterez-vous avec vous au bureau [ovale] concernant la menace la plus sérieuse sur la sécurité nationale des États-Unis ?

M. Kerry : La prolifération nucléaire. La prolifération nucléaire. Il y a toujours un peu plus de 600 tonnes de matériaux non-sécurisés dans l'ancienne Union soviétique, en Russie. A la vitesse actuelle à laquelle le président s'occupe de les sécuriser cela prendra 13 ans pour y parvenir.

J'ai beaucoup travaillé sur le sujet. J'en ai écrit un livre il y a plusieurs années, il y a peut-être six ou sept ans, appelé "la Nouvelle guerre," qui mettait en évidence les problèmes de ce réseau criminel international.

A l'époque, nous avons intercepté une valise dans un pays du Moyen-Orient avec des matériaux nucléaires. Et le prix de vente au marché noir était d'environ 250 millions de dollars.

Maintenant il y a des terroristes, aujourd'hui, qui essayent de mettre la main sur ce truc. Et ce président, je regrette de le dire, a sécurisé moins de matériaux nucléaires dans les deux dernières années qui ont suivi le 11 septembre, que nous ne l'avions fait dans les deux années qui avaient précédé ce même 11 septembre.

Nous devons faire ce travail. Et pour faire ce travail vous ne pouvez pas réduire le financement qui va avec. Le président réduit vraiment ce financement. Vous devez y mettre de l'argent, du financement et diriger les opérations.

Et une partie de ce leadership n'envoie pas le bon message à des pays comme la Corée du Nord. En ce moment le président dépense des centaines de millions de dollars pour la recherche sur des armes nucléaires capables de détruire les bunkers. Les États-Unis poursuivent la fabrication d'un nouvel ensemble d'armes nucléaires. Cela n'a pas de sens.

Vous parlez de messages ambigus : Nous disons à d'autres peuples que vous ne pouvez pas avoir des armes nucléaires mais nous poursuivons la fabrication de nouvelles armes nucléaires que nous pourrions même envisager d'utiliser.

Pas par ce président. Je vais fermer ce programme. Et nous allons préciser au monde que nous sommes sérieux au sujet de la limitation de la prolifération nucléaire. Et nous allons nous assurer que le travail de contenir tous ces matériaux nucléaires en Russie se fait en quatre ans. Et nous allons construire le plus fort réseau international pour prévenir la prolifération nucléaire.

C'est à l'échelle de ce que le Président Kennedy a mis au point avec le Traité d'Interdiction des Essais Nucléaires. C'est l'équivalent pour notre génération et j'ai l'intention de m'assurer que ce sera fait.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes, M. le Président.

M. Bush : En fait, nous avons augmenté le financement pour, pour nous occuper de la prolifération nucléaire. D'environ 35 pour-cent depuis que je suis président.

Deuxièmement, nous avons monté ce qui s'appelle le – bien, avant tout, j'approuve mon adversaire quand il dit que la plus grande menace qui plane sur ce pays est les armes de destruction massive entre les mains d'un réseau terroriste. Et c'est pour cela que nous avons fait de la prolifération une des pièces centrales d'une stratégie multi-fronts afin de rendre le pays plus sûr.

Mon gouvernement a commencé ce qui s'appelle l'initiative de sécurité de la prolifération. Plus de 60 nations impliquées avec le fait de désorganiser le transfert de renseignements et ou de matériaux pour les armes de destruction massive. Et nous sommes, nous avons été efficaces.

Nous avons détruit le réseau d'A. Q. Khan. Il faisait de la prolifération au Pakistan où il vendait des secrets à des endroits comme la Corée du Nord et la Libye. Nous avons persuadé la Libye de désarmer, c'est une question essentielle que de s'occuper des armes de destruction massive et de la prolifération.

Je vous indiquerai qu'une autre façon d'aider à protéger l'Amérique sur le long terme est de poursuivre notre défense par les missiles. Et nous avons un programme de développement et de recherche robuste qui a été en cours pendant mon gouvernement. Nous mettrons au point relativement vite une défense par les missiles et c'est une autre façon de s'occuper des menaces auxquels nous faisons face au 21^e siècle. Mon adversaire est opposé aux défenses par les missiles.

M. Lehrer : Juste pour cette discussion d'une minute ici, est-ce - juste pour les quelques secondes que cela prendra : donc, il est exact de dire que si quelqu'un écoutant ce débat, que vous êtes tous les deux d'accord – si vous êtes réélus, M. le Président et si vous êtes élu, que la menace la plus sérieuse à laquelle vous croyez – vous croyez tous les deux que c'est la prolifération nucléaire.

M. Bush : Oui je le pense – entre les mains d'un ennemi terroriste.

M. Kerry : Les armes de destruction massive, la prolifération nucléaire. Mais une fois encore, l'évaluation de la différence entre nous : le président avait quatre ans pour essayer de faire quelque chose là-dessus. Et la Corée du Nord a plus d'armes. L'Iran se tourne vers ces armes. Et au rythme auquel il s'en occupe cela prendra 13 ans pour sécuriser ces armes en Russie.

Je le ferai en quatre ans et je vais immédiatement engager des discussions bilatérales avec la Corée du Nord.

Mr. Lehrer : Votre réponse à cela.

M. Bush : Ouais, je, de nouveau, je ne peux pas vous dire combien c'est une grande erreur, je crois, que d'engager des discussions bilatérales avec la Corée du Nord. C'est précisément ce que veut Kim Jong Il. Cela provoquera la dissolution des six parties. Cela signifie que la Chine ne sera plus impliquée pour convaincre, avec nous, Kim Jong Il de se débarrasser de ses armes. C'est une grande erreur que de le faire. Nous devons avoir la force d'appui de la Chine sur Kim Jong Il, en plus de nous. Et si vous enamez des discussions bilatérales, ils seront contents de quitter la table de négociation. Je ne pense pas que cela marchera.

M. Lehrer : Voilà, M. le Président, c'est la dernière question. Deux minutes. C'est une nouvelle question, un nouveau sujet et il concerne le Président Poutine et la Russie. L'avez-vous mal évalué ou êtes vous – estimez-vous que ce qu'il fait au nom de l'antiterrorisme en changeant quelques processus démocratiques est O.K. ?

M. Bush : Non, je ne crois pas que c'est O.K. et je l'ai dit publiquement. Je crois qu'il doit y avoir des contrôles et des équilibres dans une démocratie. Et j'ai clairement fait comprendre, qu'en consolidant le pouvoir dans un gouvernement central, il envoie un signal au monde Occidental et aux États-Unis que peut-être il ne croit pas dans les contrôles et les équilibres. Et je le lui ai dit.

Il est aussi un allié solide dans la guerre contre le terrorisme. Il est, écoutez, ils sont passés par une situation horrible à Beslan où ces terroristes ont abattu de jeunes écoliers. Mais c'est la nature de l'ennemi. À propos, c'est pour cela nous devons être fermes dans notre détermination de les traduire en justice. C'est précisément ce que Vladimir Poutine comprend aussi.

J'ai une bonne relation avec Vladimir. Et il est important que nous ayons vraiment une bonne relation parce que cela me permet de lui faire des remarques plus facilement et de pouvoir mieux discuter avec lui de certaines des décisions qu'il prend. J'ai constaté que dans ce monde, qu'il est important d'établir de bons rapports personnels avec les gens pour que lorsque vous rencontrez des divergences, vous soyez capables d'être en désaccord d'une manière qui est efficace. Et donc je lui ai dit mon opinion. J'attends impatiemment de discuter plus avec lui au fur et à mesure que le temps passe.

La Russie est un pays en transition. Vladimir va devoir faire quelques choix difficiles et je crois que c'est très important pour le président américain, aussi bien que pour d'autres chefs Occidentaux, de lui rappeler les grands avantages de la démocratie, cette démocratie aidera, heu, son peuple à réaliser ses espoirs et ses aspirations et ses rêves. Et je continuerai à travailler avec lui pendant les quatre prochaines années.

M. Lehrer : Quatre-vingt-dix secondes, Sénateur Kerry.

M. Kerry : Eh bien, laissez-moi dire très vite que j'ai eu une expérience extraordinaire d'observation, de très près et personnellement, de cette transition en Russie parce que j'étais là, juste après la transformation et j'étais probablement un des premiers sénateurs, avec le Sénateur Bob Smith du New Hampshire, ancien sénateur, à descendre dans le K.G.B. au-dessous de la Place de Treblinka et de voir des rames de dossiers où étaient inscrits des noms. Et cela m'a permis en quelques sortes de ramener à la maison la transition vers la démocratie que la Russie était en train d'établir.

Je regrette ce qui est arrivé ces derniers mois. Et je crois que cela va tout simplement au-delà de la réponse au terrorisme.

M. Poutine contrôle maintenant toutes les stations de télévision. Son opposition politique est jetée en prison.

Et je crois qu'il est très important pour les États-Unis, évidemment, d'avoir des rapports de travail qui sont bons. C'est un pays très important pour nous et nous voulons construire un partenariat.

Mais nous devons toujours défendre la démocratie. Comme George W. l'a dit l'autre jour, la liberté est en marche, mais pas en Russie en ce moment-même.

Maintenant, je voudrais revenir pendant un court instant, si je peux, sur cette question de la Chine et des discussions parce qu'il s'agit ici d'une des questions les plus critiques : la Corée du Nord. Juste parce que le président dit que cela ne peut pas être fait, que vous perdriez la Chine, ne signifie pas que cela ne peut pas être fait.

Ce que je veux dire, c'est qu'il est le président qui a dit qu'il y avait des armes de destruction massive, a dit que la mission était accomplie, a dit que nous pourrions mener la guerre pour pas cher ; rien de tout cela n'était vrai.

Nous pouvons avoir des discussions bilatérales avec Kim Jong Il et nous pouvons mettre la main sur ces armes en même temps que la Chine sera avec nous, parce que la Chine a aussi un intérêt dans ce résultat.

M. Lehrer : Trente secondes, M. le Président.

M. Bush : Vous connaissez mon opinion sur la Corée du Nord. Je ne peux pas la dire plus manifestement.

M. Lehrer : D'accord, eh bien, quel – il a utilisé le mot vérité de nouveau.

M. Bush : Pardon ?

M. Lehrer : Je parle de la vérité sur ce sujet. Il a utilisé le mot vérité de nouveau. Cela vous a-t-il horripilé ?

M. Bush : Je suis un gars assez calme. Je veux dire, je ne le prends pas personnellement. Mais, vous savez, regardez, nous avons eu connaissance des mêmes renseignements. Et nous en sommes venus à la même conclusion. Ce Saddam Hussein était une menace grave. Et je ne lui en tient pas rigueur qu'il ait dit "menace grave". Je ne le fais pas, je ne vais pas faire le tour du pays en disant qu'il n'a pas dit la vérité quand il a eu connaissance des mêmes sources de renseignements que moi.

M. Kerry : Il était une menace. Ce n'est pas le problème. Le problème est ce que vous en faites. Le président a dit qu'il allait former une vraie coalition, épuiser les remèdes de l'O.N.U. et aller à la guerre en dernier ressort. Ces mots doivent vraiment signifier quelque chose. Et malheureusement, il n'est pas allé à la guerre en dernier ressort. Maintenant nous avons ce désordre incroyable en Irak, deux cents milliards de dollars. Ce n'est, ce n'est pas ce que les Américains ont cru qu'ils obtiendraient lorsqu'ils ont voté.

M. Lehrer : D'accord. Cela nous amène aux déclarations finales. Et comme, et une nouvelle fois comme déterminé par un jet de pièce, Sénateur Kerry, c'est d'abord à vous et vous avez deux minutes.

M. Kerry : Merci, Jim, vraiment. Et je redis un grand merci à cette université. Merci, M. le Président.

Mes chers concitoyens, comme je l'ai dit au tout début de ce débat, tant le Président Bush que moi-même aimons beaucoup ce pays. Je pense que cela ne fait aucun doute. Mais un ensemble de convictions divergentes nous sépare sur la manière de rendre notre pays plus fort et de le rendre respecté à nouveau dans le monde.

Je sais que pour beaucoup d'entre vous qui sont assis à la maison, les parents de gamins qui sont en Irak, vous voulez savoir qui est la personne qui pourrait être le commandant en chef, qui peut faire rentrer vos gamins à la maison et faire en sorte que le boulot soit fait pour gagner la paix - et pour tout le reste des parents en Amérique qui se demandent, à propos de leurs gamins qui vont à l'école, ou partout ailleurs dans le monde, dans quelle sorte de monde vont-il grandir – laissez-moi vous regarder dans les yeux et vous dire : j'ai défendu ce pays qui était en guerre lorsque j'étais un jeune homme et je le défendrai comme président des Etats-Unis.

Mais j'ai une différence avec ce président. Je crois que nous sommes les plus forts quand nous tendons la main au monde et que nous le menons et que nous construisons de fortes alliances. J'ai un plan pour l'Irak. Je crois que nous pouvons réussir. Je ne parle pas de quitter [l'Irak]. Je

parle de la réussite. Et nous avons besoin d'un nouveau départ, une nouvelle crédibilité, d'un président qui peut faire venir les alliés à nos côtés.

J'ai aussi un plan pour gagner la guerre contre le terrorisme - pour financer la sécurité de la patrie, en renforçant notre armée, en réduisant certaines dépenses, en aidant le monde, je le répète, en formant des alliances solides.

Je crois que les jours les meilleurs de l'Amérique sont devant nous parce que je crois que l'avenir appartient à la liberté, pas à la peur. C'est pour un tel pays que je vais me battre. Et je vous demande de me donner l'occasion de vous rendre fiers. Je vous demande de me donner l'occasion de diriger cette grande nation pour que nous puissions être plus forts ici à la maison, respectés de nouveau dans le monde et avoir le leadership responsable que nous méritons. Merci et que Dieu bénisse l'Amérique.

M. Lehrer : M. le Président, deux minutes.

M. Bush : Merci beaucoup, ce soir, Jim. Merci, sénateur. Si l'Amérique montre de l'incertitude ou de la faiblesse dans cette décennie, le monde dérivera vers la tragédie. Cela n'arrivera pas aussi longtemps que je serai votre président. Dans les quatre prochaines années, nous continuerons à renforcer nos défenses intérieures, nous renforcerons nos services de renseignements, nous réformerons notre armée - les militaires formeront une armée exclusivement de volontaires. Nous continuerons de rester sur l'offensive. Nous lutterons contre les terroristes autour du monde afin de ne pas avoir à y faire face sur notre territoire.

Nous continuerons à construire nos alliances. Je ne donnerai jamais le soin aux chefs d'autres pays de s'occuper des besoins de sécurité nationale de l'Amérique tandis que nous continuerons à construire ces alliances.

Et nous continuerons à étendre la liberté. Je crois dans le pouvoir transformationnel de la liberté. Je crois qu'un Irak libre est dans les intérêts de cette nation. Je crois qu'un Afghanistan libre est dans les intérêts de cette nation et je crois qu'à la fois un Afghanistan libre et un Irak libre servira puissamment d'exemple aux millions de gens qui supplient en silence pour la liberté dans le grand Moyen-Orient.

Nous avons fait beaucoup de dur travail ensemble pendant les derniers trois ans et demi. Nous avons été défiés et nous avons relevé ces challenges. Nous avons gravi la grande montagne. Je vois la vallée en-dessous et c'est une vallée de paix. Étant dévoué et résolu et fort, en tenant notre parole, en soutenant nos troupes, nous pouvons accomplir la paix que nous voulons tous.

J'apprécie que vous ayez écouté ce soir. Je vous demande de voter pour moi. Et que Dieu puisse continuer à bénir notre grande nation.

M. Lehrer : Et cela met fin au débat de ce soir. Je vous rappelle que la deuxième discussion présidentielle aura lieu la semaine prochaine, le 8 octobre, à l'Université Washington de St Louis. Charles Gibson d'ABC animera une soirée de type « hall d'hôtel de ville ». Puis le 13 octobre à l'Université d'État D'Arizona à Tempe, Bob Schieffer du journal de CBS sera l'animateur. Et un débat sur la politique intérieure qui sera semblable au format de ce soir. Aussi, mardi prochain à l'Université de Case Western Reserve à Cleveland, les candidats à la vice-présidence, le Vice-Président Cheney et le Sénateur Edwards, débattrons avec ma

collègue de PBS, Gwen Ifill, qui sera l'animatrice. A présent, merci, Senator Kerry, Président Bush. De Coral Gables en Floride, Je suis Jim Lehrer. Merci et bonne nuit.